



Nous sommes des anti-Européens

2013/34

13 | 09 | 2013



Etienne de Callatay

Senior Fellow

Le reflux des craintes à l'encontre de la pérennité de la Zone Euro depuis l'été 2012 ne peut faire oublier l'ampleur des changements encore à opérer pour voir réellement la Zone quitter ... la zone de danger. Pour ce faire, la première condition est que le discours pro-européen qui, fort heureusement, reste majoritaire ne soit plus contredit par des actes anti-européens. Que chaque pays cherche le meilleur est légitime mais un jeu à somme négative, où le gain obtenu par un pays est inférieur

à la perte pour les partenaires, est clairement en contradiction avec l'idéal européen.

L'esprit européen est loin de régner. Malgré sa bonne forme économique, l'Allemagne est loin de montrer l'exemple, avec sa modération salariale excessive, ses larges excédents de balance commerciale et des discours sans nuances sur les responsabilités de la crise. Le chantage récemment exercé par Madame Merkel pour bloquer un dispositif visant à réduire la pollution automobile, un dispositif qui aurait été véritablement particulièrement pénalisé le secteur automobile allemand mais aurait été bénéfique pour l'Europe, est à la fois scandaleux et éclairant. Mais

“ La fiscalité illustre la dichotomie entre paroles pro-européennes et décisions anti-européennes. ”

ne cédon pas plus à la critique unilatérale de l'Allemagne qu'à celle des pays périphériques et sachons balayer devant notre porte. La Belgique, tout pays fondateur de l'Union et terre d'accueil des institutions européennes qu'elle est, n'échappe pas à cette schizophrénie et accompagne un discours fédéraliste d'actes nationalistes. En témoignent différents choix en matière de fiscalité et des divergences structurelles sur le marché du travail.

à celui des voisins. La tax shelter relève de la même contradiction. Ses défenseurs vanteront les mérites de la culture européenne, qu'il s'agit de défendre ensemble face à l'impérialisme culturel américain, mais en même temps par des cadeaux fiscaux joueront un pays contre un autre. Et il n'y a pas que l'impôt des sociétés pour révéler la concurrence fiscale à laquelle se livrent les frères européens, dont la Belgique. Ainsi, notre pays maintient délibérément

“ Etre pro-européen c'est aussi accepter la logique de la sagesse collective de l'Union et donc accepter des pertes de souveraineté et la fin de multiples particularismes ”

La fiscalité illustre la dichotomie entre paroles pro-européennes et décisions anti-européennes. Les centres de coordination et, à leur suite, les intérêts notionnels ont leur logique de neutralité fiscale et de niche de compétitivité mais ils peuvent être vus comme des actes de flibuste internationale où notre Trésor public gagne un peu sur les multinationales mobiles en faisant perdre beaucoup

les accises sur le tabac à un niveau inférieur à ce qu'il est aux Pays-Bas, en France ou au Royaume-Uni pour que les fumeurs de ces pays s'approvisionnent chez nous et y payent donc des taxes tout en se faisant soigner chez eux.

Etre pro-européen c'est aussi accepter la logique de la sagesse collective de l'Union et donc accepter des pertes de souveraineté et la fin de

multiples particularismes. Qu'il s'agisse d'indexation automatique des salaires ou de taxation du revenu du travail, il y a là des sources de divergences structurelles incompatibles entre la Belgique et ses voisins incompatibles avec une Europe durable. L'irréductibilité d'Astérix et de ses amis faisait sourire le lecteur de bandes dessinées, celle de ses descendants belges actuels fait pleurer. Bien entendu, le discernement est de rigueur. Faire prévaloir la sagesse collective ne signifie pas nier les vertus de toute spécificité nationale ou régionale et encore moins de faire le jeu de rouleaux compresseurs idéologiques.

L'Europe à construire dans les trimestres à venir n'est pas que celle de l'Union bancaire et du financement des Etats !

Etienne de Callatay

Visiting Fellow à l'Institut Itinera

Publié dans l'Echo du 14/09/2013

Pour une croissance économique et une protection sociale durables